

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Déchets

Nîmes, le 21/01/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SAS AUBORD RECYCLAGE

ZAC Grand Terre
Rue Hubert Reeves
30620 AUBORD

Références : MLC/2022-01-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/01/2022 dans l'établissement SAS AUBORD RECYCLAGE implanté ZAC Grand Terre Rue Hubert Reeves 30620 AUBORD. L'inspection a été annoncée le 06/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS AUBORD RECYCLAGE
- ZAC Grand Terre Rue Hubert Reeves 30620 AUBORD
- Code AIOT dans GUN : 0006604784
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La SAS AUBORD RECYCLAGE, est une entreprise spécialisée dans la récupération et le traitement des déchets et notamment des métaux ferreux et non ferreux. Elle a réceptionné en 2019, 31 390 t de ferrailles et 3 942 t de VHU.

L'établissement est autorisé à réceptionner les déchets ci-après :

- véhicules hors d'usage,
- ferraille et déchets métalliques ,
- déchets non dangereux propres et secs (bois, papiers, cartons, plastiques),
- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE),
- déchets dangereux constitués des batteries usagées et des chiffons souillés,

L'activité de réception et de dépollution des VHU est exercée sous un auvent.

Les aménagements du centre VHU comprennent :

- une zone couverte pour l'accueil des véhicules en attente de dépollution,

- un atelier de dépollution des VHU,
- des aires extérieures de stockage des véhicules dépollués,
- des bureaux.

L'activité de réception et de préparation des ferrailles est réalisée sur une aire extérieure bétonnée d'une surface d'environ 2 000 m².

Le fonctionnement de cet établissement est réglementé au titre de la réglementation des ICPE par l'arrêté préfectoral n°11.018N du 25 février 2011 qui vaut également agrément pour l'exercice des activités de stockage, démontage, dépollution et découpage des VHU. L'agrément a été renouvelé pour une durée de six ans par l'arrêté préfectoral du 01/08/2018, portant renouvellement de l'agrément de la SAS AUBORD RECYCLAGE à AUBORD, pour ses installations de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage situées à la même adresse, sur les parcelles n°s 285p, 286p et 288 de la section ZI du plan cadastral de la commune d'Aubord, agrément n°PR 30.00022.D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Traçabilité des déchets
- Conformité des installations
- Récolement par rapport aux constats établis lors de la visite d'inspection du 5 février 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Eaux usées domestiques et non domestiques	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 5.5.	/	
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 10.13.	/	

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Registre des déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.2.	Mise en demeure Respect de prescriptions	Levée de la mise en demeure
Prise en charge des déchets	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.3.	Mise en demeure Respect de prescriptions	Levée de la mise en demeure
Registre des déchets sortants	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.5.	Mise en demeure Respect de prescriptions	Levée de la mise en demeure
Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 1.3.	Mise en demeure Respect de prescriptions	Levée de la mise en demeure
Stockage des pneumatiques usagés	Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 10.5.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a satisfait à toutes les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2021-DREAL du 23 avril 2021, le mettant en demeure de respecter les articles 1.3., 3.7.2., 3.7.3. et 3.7.5. de son arrêté préfectoral d'autorisation n°11.018N du 25 février 2011.
Cette mise en demeure peut donc être levée.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.2.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- La date de réception,- Le nom et l'adresse du détenteur des déchets,- La nature, la quantité de chaque déchets reçus et le code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R.541-8 du code de l'environnement,- L'identité du transporteur des déchets,- Le numéro d'immatriculation du véhicule,- L'opération subie par les déchets dans l'installation.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatisé de suivi des déchets entrants comportant toutes les informations listées à l'article 3.7.2 de l'AP n°11.018N du 25/02/2011. Lors de la visite, ce registre était à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Prise en charge des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.3.
Prescription contrôlée : L'exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants. Ce bon mentionne les informations listées sur le registre des déchets entrants définies au point 3.7.2.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un bon de prise en charge des déchets entrants qu'il a délivré le jour même à un client apportant ces déchets, dénommé "bon de pesée" valant facture, qui comporte les informations listées sur le registre des déchets entrants définies au point 3.7.2. .
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 3.7.5.
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets sortants de l'installation. Le registre des déchets sortants contient les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- La date de l'expédition,- Le nom et l'adresse du repreneur,- La nature, la quantité de chaque déchets expédiés et le code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'article R.541-8 du code de l'environnement,- L'identité du transporteur,- Le numéro d'immatriculation du véhicule,- Le code du traitement qui va être opéré.
Constats : L'exploitant dispose d'un registre informatisé de suivi des déchets sortants comportant toutes les informations listées à l'article 3.7.5 de l'AP n°11.018N du 25/02/2011. Lors de la visite, ce registre était à jour.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Eaux usées domestiques et non domestiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 5.5.
Prescription contrôlée : Pour le rejet des eaux de l'aire de lavage, l'exploitant doit par ailleurs obtenir l'autorisation de rejet de la collectivité publique ou de l'établissement public compétents en matière d'assainissement, sous la forme d'une convention spéciale de déversement des eaux usées industrielles au réseau d'assainissement communal.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, en date du 29 avril 2021, un projet de convention spéciale de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement collectif du SMITTEU et de la commune d'Aubord, établie entre le syndicat, la commune d'Aubord, la SAS Aubord Recyclage et SUEZ Eau France, pour le rejet des eaux industrielles de son établissement dans le réseau public d'assainissement. Le jour de la visite, l'exploitant ne disposait toujours pas de cette convention signée par toutes les parties. Toutefois, l'exploitant a présenté à l'inspection une copie d'un courriel qu'il a reçu de la mairie d'Aubord en date du 26 mai 2021, lui soumettant le projet de convention qui devait être proposé au conseil municipal le 7 juin 2021. La mairie informait également l'exploitant dans ce courriel que la convention devait également être présentée au conseil syndical du SMITTEU avant signature définitive. Ce constat constitue une non-conformité à l'article 5.5 de l'AP n°11.018N du 25/02/2011, pouvant faire l'objet d'une mise en demeure si l'exploitant ne justifie pas auprès de l'inspection qu'il dispose d'une telle convention signée, dans le mois suivant la notification du rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 1.3.
Prescription contrôlée : L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : [...] - une aire extérieure, d'une surface bétonnée de 4 900 m ² , [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection constate que la dalle en béton a été reprise au niveau des trous qui ont été rebouchés.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Stockage des pneumatiques usagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 10.5.
Prescription contrôlée : Les pneumatiques usagés sont entreposés dans des conditions propres à prévenir le risque d'incendie. La quantité entreposée est limitée à 30m ³ . Le dépôt est à plus de 10 mètres de tout autre bâtiment ou stockage de produits inflammables ou dangereux.
Constats : Une benne de stockage des pneumatiques, d'une contenance de 30 m ³ , est installée le long de la clôture au Nord-Est du site, à environ 35 m du bâtiment. Selon les déclarations de l'exploitant, lorsque la benne est pleine, les pneumatiques sont évacués chez une installation agréée. Un bon de collecte de 11,8 tonnes de pneumatiques, établi par DIE France Recyclage Pneumatiques en date du 19/01/2022, a été présenté à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/02/2011, article 10.13.
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après: [...] - un troisième poteau normalisé NFS 61-213, d'un type incongelable et d'un débit unitaire minimum de 60m ³ /h, sera mis en place, au moment de la mise en service de l'établissement, au niveau du portail d'entrée du site. La justification du débit et de la pression dudit poteau sera adressée au service du groupement fonctionnel prévision opérationnelle du SDIS du Gard.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection, par courrier en date du 29 avril 2021, une copie de la convention de mise à disposition de la commune d'Aubord, du poteau incendie n°103, implanté à l'entrée du site, dans le cadre de la défense extérieure contre l'incendie du secteur situé dans son rayon d'action, signée en date du 24/09/2019 et valable 3 ans, ainsi qu'un rapport du contrôle attestant de la conformité de ce poteau, en pression et en débit (102 m ³ /h max) établi par SUEZ, en date du 25/07/2019. Dans cette convention, la commune d'Aubord s'engage à procéder aux contrôles périodiques techniques prévus par le Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. L'exploitant transmettra à l'inspection le dernier rapport de contrôle réalisé par la commune sur ce poteau, sous 1 mois. Il précise cependant qu'il a mis en place sur son site une cuve supplémentaire de 140 m ³ de réserve d'eau incendie, dont l'inspection a effectivement constaté la présence.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Site AUBORD RECYCLAGE – Rue Hubert Reeves – ZAC Grand Terre – 30620 AUBORD
Annexe au rapport du 21 janvier 2022
Planche photographique

